Suède: les crimes sexuels en hausse de 33% entre novembre 2016 et novembre 2017

09/12/2017 à 23h12

Selon la police suédoise, les signalements de crimes sexuels en novembre ont augmenté de 33 % par rapport à l'année dernière, certains prétendant que cette augmentation est due au mouvement #MeToo.

Le nombre total de signalements de crimes sexuels en novembre s'élevait à 868, selon les statistiques du Conseil suédois pour la prévention de la criminalité (Brå). L'enquêtrice Lisa Wallin a noté qu'il y avait eu une nette augmentation du nombre de plaintes suite à la campagne #MeToo qui encourageait les femmes à dénoncer les abus sexuels, rapporte la chaîne publique suédoise SVT.

Bien que bon nombre des affaires #MeToo aient trait au harcèlement ou à des abus sexuels en milieu de travail, l'organisme n' a pas révélé la nature exacte des plaintes qu'il avait reçues. Elles ont toutefois noté que le nombre de rapports de viol avait également augmenté depuis novembre dernier de 16 %, 631 personnes ayant déclaré avoir été victimes de viol.

Le nombre total d'agressions sexuelles signalées jusqu' à présent cette année a également augmenté de 8 % depuis 2016.

Nous savons que les crimes sexuels sont signalés à la police, environ une victime sur dix va à la police. Mais après le débat sur MeToo, un plus grand nombre de personnes ont peut-être choisi de gérer ces événements d'une manière différente et de mettre cela en lumière ", a déclaré l'enquêteur Wallin.

Les agressions sexuelles en Suède sont actuellement à leur plus haut niveau depuis 2006, année où les rapports annuels ont commencé à être publiés. En novembre, Brå a indiqué que 15,6 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été victimes d'une agression sexuelle ou de harcèlement au cours de l'année écoulée.

Alors que certains ont affirmé que la plupart des agressions sexuelles et des crimes graves en Suède sont commis par des migrants, les autorités suédoises refussent de publier les profils ethniques ou religieux des criminels depuis 2005.

Le Parti modéré suédois (libéraux-conservateurs) a demandé au gouvernement de publier de nouvelles statistiques révélant l'origine ethnique des criminels, mais le gouvernement a jusqu'à présent refusé. Des particuliers ont tenté de publier les chiffres, mais le gouvernement a récemment décidé de mettre fin à l'accès public aux sites Web qui diffusent de telles données, comme le moteur de recherche juridique Lexbase.

Breitbart